

Commentaire sur « Retour vers le futur »

La « modernisation paradoxale » en question

Olivier Voirol*

C'est un modèle de changement socio-historique que Sighard Neckel propose dans son texte remarquable, en s'inspirant du concept de « reféodalisation » développé par Jürgen Habermas dans *Strukturwandel der Öffentlichkeit* (1962, trad. *L'Espace public*, 1978). Dans cet ouvrage, Habermas montrait comment, dans une société féodale, un principe de discussion fondé sur l'usage public de la raison s'était tout d'abord incarné dans l'étroitesse des cercles littéraires occupés à discuter des œuvres de culture, pour s'étendre ensuite au domaine politique. Cette extension a permis l'exercice élargi de la libre discussion qui prévalait dans ces cercles, encourageant la formulation publique d'exigences de *Publicité* sur les choix liés à l'exercice du pouvoir politique.

Cependant, une fois institutionnalisé dans les structures des démocraties modernes, le principe de discussion publique s'est peu à peu vidé de son contenu, sous les coups de l'administration croissante de la société, de la marchandisation de la culture et des médias et l'emprise croissante d'un « capitalisme monopolistique ». Le public critique faisant usage de sa raison s'est mu en public « vassalisé » réduit à l'approbation du pouvoir, le principe de discussion rationnelle se dissolvant dans une simple acclamation. Alors qu'il s'était constitué contre tout féodalisme, l'espace public est « reféodalisé ».

La thèse défendue par Sighard Neckel dans son texte revient à dire que l'on assiste en ce moment à un processus similaire de « reféodalisation » de l'espace public et des sociétés capitalistes contemporaines dans leur ensemble. A la suite de Habermas, il souligne que le devenir de la sphère publique est un « indicateur politique » du devenir de la politique et de la société dans son ensemble. Sighard Neckel propose d'examiner cette « reféodalisation » selon quatre « dimensions » distinctes des sociétés modernes : celle de la structure sociale en lien avec le système des inégalités sociales, celle de « l'organisation des processus économiques », celle des valeurs et des normes, et enfin celle des politiques publiques menées par l'Etat. On assiste en effet à des phénomènes de « reféodalisation » dans les quatre domaines couverts par ces dimensions, premièrement, à travers le renforcement du corporatisme et la polarisation accrue des situations sociales, deuxièmement, à travers l'érosion du principe

* Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne, olivier.voirol@unil.ch.

de l'entreprenariat au profit d'un capitalisme de rente (au regard de l'agissement des groupes dominants sur les marchés économiques), troisièmement, à travers l'érosion du principe du mérite (*Leistung*) au profit du pur succès (encouragement des valeurs de célébrité au détriment du labeur méritant), et, quatrièmement, à travers une privatisation de la chose publique par l'appropriation des politiques publiques de l'Etat aux seules fins privées de groupes dominants. La « reféodalisation » apparaît alors comme une modalité de modernisation selon laquelle le mouvement vers l'avant s'opère à reculons. Par conséquent, le processus de modernisation s'opère comme un retour en arrière – selon un principe de « modernisation paradoxale » se substituant à la dichotomie classique entre une évolution « progressive » et une évolution « régressive » du capitalisme, à partir de laquelle le changement a été pensé jusqu'ici.

Ma première question porte sur l'architecture des différentes dimensions de la « reféodalisation » (sociale, normative, économique, politique). La question normative doit-elle ou peut-elle faire l'objet d'une dimension parmi d'autres et, à côté des autres, ou doit-elle au contraire être conçue de manière transversale, comme fondant les différentes dimensions, sociale, économique, et politiques ? N'y a-t-il pas un fondement normatif à l'idée selon laquelle la « modernisation capitaliste » accroît les inégalités sociales ? N'est-ce pas uniquement à l'aune d'un principe d'égalité sociale implicite ou explicite qu'il est possible de percevoir ces inégalités ? On peut dire la même chose de la dimension économique, dont le principe du mérite (*Leistung*) est manifestement enfreint par un capitalisme de rente s'appuyant sur la propriété plus que sur l'activité. Dans le domaine politique, n'est-ce pas le principe normatif de la juste participation démocratique qui est au fondement des capacités de « voir » comme injustes les opérations de détournement et d'accaparement des biens publics à des fins privées ? Autrement dit, la question des normes et des valeurs n'est-elle pas, plutôt qu'une dimension parmi d'autres, une composante fondamentale au principe des différentes dimensions, sociale, économique et politique ?

Ma seconde question porte sur le modèle de changement auquel Sighard Neckel donne le nom d'« effet Vertigo » : à partir d'un point donné, on avance tout en reculant, en se rapprochant de ce même point. La modernisation est alors un processus « à contresens » selon lequel plus on est moderne et plus on se féodalise. Selon Neckel, le développement social est soumis à ce processus paradoxal de « reféodalisation » du processus de modernisation capitaliste. A la longue, ce processus de régression par progression, de retour au féodalisme, nous fait entrer dans une ère non pas pré-bourgeoise mais « post-bourgeoise » – nous faisant ainsi sortir de l'horizon normatif bourgeois. Un tel modèle peut-il faire l'économie d'une définition non seulement des visées normatives que la collectivité moderne est censée réaliser dans le processus historique – par ex. les idéaux « bourgeois » de liberté, de justice, de démocratie, d'égalité – mais aussi d'une définition d'un moment initial d'où cette collectivité part pour tendre vers un autre moment auquel les principes dont cette collectivité se réclame sont censés se réaliser avec plus d'effectivité ? Le processus de

modernisation serait alors le passage d'un moment A à un moment B, guidé par les principes normatifs de la modernité bourgeoise, alors que l'on constate empiriquement une réalité sociale, politique et économique contredisant en tous points ces principes. Dans ce cas, le modèle de « développement paradoxal » peut difficilement éviter de distinguer trois composantes : une composante *temporelle* (permettant de distinguer un moment A d'un moment B), une composante *normative* (relative aux idéaux de la modernité bourgeoise) ainsi qu'une composante *empirique* (permettant de dégager l'état réel de la situation sur le plan social, économique et politique). Si la réalité empirique s'avère si éloignée des principes normatifs déclarés, le constat d'une disjonction entre les principes normatifs et les réalités observées s'impose. C'est souvent ce que la sociologie a fait eu égard aux idéaux de la modernité, montrant par exemple combien les inégalités opèrent en dépit de notre adhésion à l'égalité. Toutefois, ces constats ne vident pas nécessairement ces idéaux de leurs contenus normatifs et de leur performativité, ils peuvent même les renforcer – ce que soulignent Habermas (1981) dans sa conception de la modernité comme « projet inachevé ».

Au contraire, c'est au constat inverse qu'aboutit Sighard Neckel dans son analyse, non pas d'une disjonction entre les principes normatifs de la modernité bourgeoise et la réalité effective de la « modernisation capitaliste » mais bien d'une sortie hors de l'ère bourgeoise, et donc notre entrée dans une ère « post-bourgeoise » – et « post-moderne » ? Ma dernière remarque découle de cette observation : deux thèses semblent ici se différencier fortement, l'une *faible*, postulant la disjonction entre les principes et les normes, tout en demeurant dans l'horizon normatif de la modernité bourgeoise, l'autre *forte*, supposant au contraire que la modernisation à reculons nous fait sortir de l'ère moderne et bourgeoise. La thèse faible suppose que nous continuons de voir et de dénoncer les inadéquations pratiques eu égard aux principes normatifs de la modernité bourgeoise – et donc que nous persistons à critiquer le caractère socialement inégalitaire, économiquement non méritocratique et politiquement corporatiste de la société capitaliste contemporaine, comme cela s'est fait depuis deux siècles. La thèse forte suppose au contraire que l'ère « post-bourgeoise » actuelle dont les traits empiriques semblent assez effrayants a rendu cette grammaire normative inopérante et surannée. Si les principes bourgeois se sont à ce point épuisés, nous nous trouvons alors en situation de déficit de référents normatifs desquels nos capacités d'orientation dans cette nouvelle ère dépendent. A partir de quels principes sommes-nous donc encore à même de percevoir ces écarts et de les critiquer, dans une ère « post-bourgeoise » ? La thèse forte soutenue par Sighard Neckel nous laisse devant cette inconnue – et ne dit rien sur le fait qu'elle semble elle-même redevable des principes de la modernité bourgeoise.

Enfin, la quatrième question que soulève le modèle de « développement paradoxal » proposé par Sighard Neckel renvoie à la place des différents groupes sociaux, de leurs systèmes normatifs de conviction dont ils se font les défenseurs, et des relations qu'ils entretiennent entre eux. Entre différentes fractions des groupes dominants sur

le plan économique aujourd'hui, les tensions ne sont pas absentes – par exemple entre une bourgeoisie attachée au principe du mérite propre au capitalisme industriel et des franges globalisées de cette classe adhérant sans fards au capitalisme financier. Le modèle de « développement paradoxal » ne devrait-il pas conférer une place accrue à l'analyse socio-historique des groupes sociaux et politiques adhérant à des systèmes de conviction en lutte, d'aucuns étant plus attachés à la défense des principes normatifs bourgeois classiques que d'autres ? Quelle place faire aux conflits entre ces groupes visant à faire admettre et reconnaître leurs systèmes de conviction et à les institutionnaliser ? Ainsi, le modèle de « développement paradoxal » ne mériterait-il pas de faire intervenir un niveau de description sociologique attentif à ces forces sociales et politiques en présence, à leurs conflits et leurs luttes pour imprimer leurs convictions dans la réalité sociale ? En faisant davantage de place à la conflictualité sociale et politique et aux rapports de force, en vertu desquels ils parviennent ou non à configurer le réel à leur bénéfice, le modèle du « développement paradoxal » éviterait la « téléologie négative » dont il est imprégné.

Références bibliographiques

- Habermas, Jürgen. 1962. *Strukturwandel der Öffentlichkeit: Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*. Neuwied/Berlin : Luchterhand.
- Habermas, Jürgen. 1978. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. M. de Launay. Paris : Payot.
- Habermas, Jürgen. 1981. La modernité, un projet inachevé. *Critique* 413 : 950–969.